# Echos du 8 mai 1945 dans la presse française d'Algérie*

**Redouane AINAD-TABET** (1,2)

## Introduction

L'Histoire, d'une manière classique s'écrit essentiellement avec des archives. Or, nos archives ont été transférées à Aix-en-Provence à la veille de l'Indépendance[1]. Elles ne pouvaient être consultées du fait de la loi de souveraineté française qui était de 50 ans. En outre, certaines pièces d'archives pourraient comporter des informations précises pouvant toucher effectivement à la dignité de personnes ou de familles, parties ou restées sur place. De surcroît, s'étant livré à partir du 8 mai 1945 à une « répression sauvage inhumaine » [2], selon le qualificatif employé à l'époque même, le colonialisme ne pouvait logiquement livrer lui-même les documents servant à sa propre condamnation. N'est-ce pas d'ailleurs les véritables raisons de ce transfert massif d'archives ? Faut-il alors que le peuple algérien reste privé de son Histoire, celle qu'il a écrite avec son sang ?

Aussi, a-t-il fallu, pour écrire le livre intitulé *Le 8 mai 1945 en Algérie*[3] initier une méthodologie nouvelle, se livrer à une vaste enquête à travers tout le pays, recueillir les témoignages des survivants pour les soumettre ensuite à la critique historique. Mais ces témoignages si nombreux soient-ils, sont-ils suffisants ? Il fallait certes, à juste titre, renverser l'ordre méthodologique ancien en commençant par recueillir le point de vue des victimes de ces « événements », des militants mais, d'autres sources, d'autres documents peuvent être utiles pour l'écriture de l'Histoire.

---

* Cet article a fait l'objet d'une conférence présentée le 9 mai 1986 à Guelma, en présence de certains survivants de ces « événements » qualifiés alors de « soulèvement » et ce, dans le cadre du séminaire sur l'écriture de l'Histoire organisé par le Syndicat national de l'Enseignement Supérieur.

(1) Université d'Alger, 16000, Alger, Algérie.
(2) Unité de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, 31000, Oran, Algérie.

1 Pour être seulement microfilmées, selon une version officielle des autorités coloniales.

2 La répression a été féroce, impitoyable, en vérité inhumaine écrit Benazet, H. (1947), *L'Afrique Française en danger*, Paris, Fayard, p. 52.

3 Publié par O.P.U. ENAL, en 1985 et traduit en 1986.

L'Algérie étant à cette époque une colonie de peuplement, la presse française peut constituer un appoint complémentaire pour une meilleure connaissance de la question. Il ne peut y avoir d'exclusive en matière de recherche scientifique.

Dans cette optique, la presse française, c'est-à-dire écrite en français, en général par des Européens pour des Européens, publiée en Algérie ou en France, « possédée » par des Français, sera étudiée ici en particulier bien qu'on puisse retrouver aussi quelques échos moins importants certainement dans d'autres presses : arabe[4], italienne, anglaise, américaine… Cette presse française, ainsi définie, ne peut être négligée dans une colonie de peuplement quand on connaît son impact, ses liens et son influence sur les pouvoirs publics de l'époque; ce qui permet déjà de poser la question de la nature de ces pouvoirs dans une telle colonie[5]. Mais avant de recueillir les échos de ce soulèvement populaire pacifique et la répression à laquelle il a donné lieu, encore faut-il connaître les principales composantes de cette presse coloniale.

## Etat de la presse française en Algérie durant la Deuxième guerre mondiale

### *a. Approche quantitative*

Dès sa création, la *Direction des Archives nationales* a procédé justement à un inventaire quantitatif détaillé de toute la presse[6] : française, indigène[7], arabe, étrangère... restée en sa possession dans les dépôts d'Archives d'Alger, Oran et Constantine. Il ressort de ce répertoire détaillé que la presse quotidienne, hebdomadaire, mensuelle... était très nombreuse en Algérie avant la Deuxième guerre mondiale. Ainsi presque chaque ville avait possédé ou possédait son journal, voire parfois plusieurs périodiques en même temps. Citons, à titre d'exemple, Bougie (Béjaïa), Saïda, Tiaret, Guelma, Philippeville (Skikda), Mascara, Blida, Sétif, Djidjelli (Jijel),

[4] Un étudiant algérien a retrouvé un entrefilet dans un journal irakien.

[5] Même le conservateur P. Boyer reconnaît, en 1960, dans *l'Evolution de l'Algérie médiane*, p. 394 : « son influence, étant donné l'absence de tout mouvement d'opinion sérieusement organisé (sic), était considérable, et c'était elle qui "faisait" naguère (re-sic) les élections.. ».

[6] Direction Centrale des Archives Nationales, *Répertoire des journaux : Bulletins et revues parus en Algérie (1830-1975).*

[7] Celle-ci a fait l'objet de la thèse de Ihaddadène, Z. (1983), *Histoire de la presse indigène en Algérie, des origines jusqu'en 1830,* Alger, ENAL.

Bône (Annaba), Mostaganem, Témouchent, Sidi Bel Abbés... Même certaines petites localités comme Mila, Jemmapes (Azzaba), La Calle (El Kala), Marnia, Boufarik, Cherchell, Bordj Menaïl... disposaient d'un moyen d'expression détenu et orienté évidemment par les tenants de la colonisation. Cependant, dès 1939, et surtout durant la Deuxième guerre mondiale, on constate la disparition d'une vingtaine de titres à cause de la censure ou du manque de papier, mais 25 autres environ continuent à paraître jusqu'à la fin des hostilités, tandis que d'autres voient le jour au lendemain de la Victoire des Alliées à laquelle le peuple algérien avait également contribué. Pendant ce temps, un seul hebdomadaire en français, *l'Egalité*, est lancé avec succès le 15 septembre 1944 par les *Amis du Manifeste et de la Liberté* (A.M.L.). La disproportion est évidente, surtout si l'on tient compte de la parution tardive - sept mois avant les événements en question - et du rapport numérique entre les deux communautés.

Cette presse est donc nombreuse et diverse. Son influence s'exerce à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activité. Coloniale, elle l'est naturellement. L'analyse de contenu montre qu'elle est aussi colonialiste mais l'est-elle sans nuances, même si celles-ci ne sont pas tellement importantes en dernière analyse ?

*b. Les clivages politiques à travers la presse*

Parmi tous ces titres, quelques-uns, par leur tirage et leur rayonnement, marquent davantage l'opinion publique à la veille et au lendemain du 8 mai 1945. On peut citer, en particulier, *La Dépêche Algérienne*, fondée à la fin du siècle dernier (1885) et qui, après avoir honteusement collaboré avec le régime de Vichy entre 1940 et 1942, donnera naissance à partir de 1945 à la *Dépêche quotidienne*, d'une part et au *Journal d'Alger*, d'autre part. Parmi les quotidiens influents, il convient de mentionner également *l'Echo d'Alger,* créé en 1909, *l'Echo d'Oran* (1847-1963), qui se flattait d'avoir le plus fort tirage d'Afrique du Nord et la *Dépêche de Constantine* (1908-1963), détenue par les Frères Morel. A côté, signalons le quotidien *Oran Républicain*, lancé en 1937 et qui durera jusqu'à l'Indépendance.

Le parti socialiste *S.F.I.O.* disposait d'un hebdomadaire, *Fraternité d'Algérie,* paraissant à Alger entre 1943 et 1946, tandis que le *Parti Communiste Algérien* (*P.C.A.*) pouvait s'exprimer

d'abord à travers son hebdomadaire *Liberté* (1943-1955), puis le quotidien progressiste *Alger Républicain* (1938-13.9.1955).

Parmi tous ces périodiques, un seul hebdomadaire, le *Courrier Algérien*, va se distinguer par ses prises de positions tranchées en faveur des victimes musulmanes de la terrible répression du 8 mai 1945.

L'importance et l'influence de cette presse se mesurent d'abord objectivement au tirage : 27 000 à 75 000 exemplaires pour les journaux du matin[8] pour une population globale d'environ 500 000 Européens à la date considérée. En comparaison, l'unique hebdomadaire exprimant un point de vue algérien, l'*Egalité*, tirait péniblement à 15 000 puis, semble-t-il, à 30 000 exemplaires pour une population de 6 millions environ[9] : ce qui était déjà une prouesse en tenant compte des difficultés inhérentes à toute la presse en période de guerre mais aussi de celles, spécifiques, à une telle publication reflétant -modérément d'ailleurs- l'opinion publique musulmane au sein des *Amis du Manifeste et de la Liberté* (*A.M.L.)*

Parallèlement à cette presse publiée en Algérie, était distribuée également celle de France et en particulier, *Combat, Le Monde* et *l'Humanité*.

Journalistes et correspondants sont donc nombreux en Algérie à la fin de la guerre. La presse est multiple et diverse. Elle reflète les différents courants et clivages politiques, voire idéologiques européens, mais on ne peut parler de liberté d'expression pour tous les Musulmans d'Algérie. Paradoxalement, on n'y retrouve ni enquêtes, ni analyses à la mesure de ces « événements » qui ont coûté la vie à des dizaines de milliers de victimes et qui ont nécessité les interventions simultanées des armées de terre, de mer, de l'air, de la gendarmerie, de la milice et de la police pendant plus d'un mois, pour la répression militaire et durant de longs mois,

---

[8] Boyer, P. (1960), *L'évolution de l'Algérie médiane*, Paris, éd. Adrien-Maisonneuve, I, p. 394.

[9] Ainsi le tirage permet de recouper et de corroborer l'adhésion massive des musulmans aux A.M.L., adhésion chiffrée à 500.000 environ par Julien, Ch.-A. *L'Afrique du Nord en marche*, Paris et Julliard, 1972, p. 259. Ce qui peut représenter un tiers des hommes adultes ou « 1.700.000 Musulmans en âge d'être électeurs », précise le même auteur.

10b Dès 1923, Maximilienne Heller, juive née à Constantine, écrit dans son roman *La mer rouge*, p. 266, au sujet des colons et de la presse : « L'élite agricole n'est qu'une pieuvre qui tient par huit tentacules le gouvernement, l'industrie, la finance, la presse! ». Cité par Déjeux, J., *Cahier du GREMANO*, n° 7, Paris, 1990, p. 57.

pour la répression judiciaire. Cette constatation autorise à parler d'un véritable « complot du silence » imposé pour camoufler ces massacres et nier ainsi et le soulèvement populaire pacifique et la question nationale ainsi posée. Mais, ce silence quasi-total aurait-il pu avoir lieu (même en tenant compte des autres préoccupations de l'heure) sans la mainmise quasi-totale de la presse colonialiste des Ultras sur l'information et la pression politique de ces derniers aux différents niveaux ? C'est pourquoi il est nécessaire de démonter le système de cette presse pour mieux comprendre le système colonial en Algérie, jusqu'à l'indépendance d'ailleurs.

*c. La presse colonialiste*

Cette presse, dite d'information, n'est évidemment ni neutre ni objective. Elle véhicule et souligne, à coups de grandes manchettes, d'une façon simpliste et souvent arrogante, les idées colonialistes de ses propriétaires ou commanditaires, en l'occurrence les « cent seigneurs de la terre », du vignoble, de l'alfa, du liège, du tabac, des eaux, des carrières, des minoteries, des transports, du crédit... représentés notamment par les Borgeaud, Blachette et autres Duroux ou Schiaffino. Il y a donc un lien étroit, voire dialectique, entre cette presse et la base économique des empires financiers se consolidant et s'agrandissant au fur et à mesure. A la limite, l'un ne va pas sans l'autre.

C'est ainsi que le groupe Borgeaud dispose de *l'Echo d'Alger*, relayé de surcroît par la *Dépêche de Constantine* ; celui de Blachette *fait le Journal d'Alger,* amplifié par *l'Echo d'Oran*, tandis que le troisième *fabrique La Dépêche Quotidienne* tout en ayant des accointances dans *l'Echo d'Alger* dirigé par Alain de Sérigny. L'ensemble domine alors par ce biais toutes les structures locales coloniales : fédérations des maires, de la police, maisons de l'agriculture des colons..., possède des ramifications à tous les niveaux, notamment les plus élevés, dans la police, la *D.S.T.*, l'armée, la gendarmerie, la direction des finances du Gouvernement général, la Banque, les Services de renseignements et même le Milieu, manipulent à Paris le lobby politique constitué de députés, sénateurs, ministres... permettant le blocage de toute velléité de réformes, même minimes, en Algérie. La presse joue alors le rôle de catalyseur mais aussi de révélateur. C'est ainsi qu'avant le 8 mai 1945, elle s'oppose violemment à la timide *Ordonnance du 7 mars 1944*, pourtant largement dépassée et par la conjoncture historique

et par les aspirations des Algériens. Ainsi, il s'avère que la politique coloniale française en Algérie, ne peut être entièrement décodée qu'à travers une analyse de ces groupes de pression et aux différents niveaux : base économique des empires financiers dans la colonie, leurs ramifications et leur domination des structures locales, leurs lobbys métropolitains et leur presse. Comment celle-ci et les autres périodiques ont-ils réagi précisément face au soulèvement et à la répression du 8 mai 1945 ?

## Echos du 8 mai 1945 dans la presse

*a. La presse colonialiste*

La presse colonialiste attendra d'abord le 11 mai pour laisser filtrer la première information ; ce qui souligne et l'embarras et le rôle de la censure et les prémices du complot du silence qui va s'étaler. Dès lors, elle ne parle que des « émeutes de Sétif » ou des « évènements du Constantinois », dénaturant ainsi par ces titres, dévalorisant et minimisant ce mouvement national en le localisant. Elle ne parle alors que des morts européens, de pillages qu'elle invente, d'assassinats, de victimes européennes, de leur peur, ce qui semble justifier ses appels aux renforts militaires et à une répression plus grande encore des « agitateurs », « fauteurs de troubles », « Nazis », « Hitlériens »... Un éditorial de *L'Echo d'Alger* en date du 8 juin 1945 - et donc exactement un mois après - résume son attitude : « Quand la maison brûle, quand le navire sombre, c'est le pompier qu'il faut. Et pour nous, en Algérie, ce pompier, c'est le gendarme ». A la lettre, nous connaissons en effet maintenant le rôle du gendarme à Guelma, notamment après la manifestation pacifique du 8 mai 1945... Elle continue à combattre l'*Ordonnance du 7 mars 1944*, qui accordait la citoyenneté française à quelques milliers de musulmans parmi l'élite et s'oppose à toute réforme. A l'appui, elle accorde une large place à la motion de la *Confédération générale des agriculteurs d'Algérie* demandant de « n'envisager aucune solution aux problèmes de structures politiques, administratifs ou sociaux de l'Algérie... ». Existe-t-il quelques Français plus libéraux, plus clairvoyants, qui ne pensent pas comme elle ? Elles les disqualifient aussitôt en les traitant de « guérisseurs à distance ». Logiquement, elle combattra aussi toute idée d'amnistie quand la question se posera. Il est vrai qu'entre-temps, par d'autres voies, la vérité sur les massacres des

Musulmans, les exactions de la milice, les crimes contre l'humanité du sous-préfet de Guelma, la torture, les bombardements de l'aviation et de la marine..., commençait à être connue. Elle se mobilise alors pour défendre Achiary, les miliciens, les maires, le syndicat des policiers... L'écho du soulèvement l'a donc contraint à la défensive, mais son attitude reste, évidemment, foncièrement colonialiste réactionnaire et conservatrice. Elle ne changera pas jusqu'à sa disparition.

*b. La presse socialiste*

Elle est représentée essentiellement par *Fraternité d'Algérie*. Dès le 3 mai, Pierre Fayet, *Secrétaire des syndicats d'Algérie* y flétrit « les provocateurs qui avaient tenté d'ensanglanter la manifestation du 1er mai à Oran et à Alger ». On sait en effet que les Musulmans avaient à cette occasion organisé des manifestations séparées de celles des Européens, leur donnant ainsi un caractère politique, nationaliste et non syndicaliste. On sait aussi que celle d'Alger a vu tomber les deux premiers martyrs : Ziar et El Haffaf. Socialistes et communistes ne pardonneront pas aux nationalistes, ces manifestations séparées du 1er mai 1945, préludes à celles du 8 mai. Cependant, après cette date et notamment à partir de la mi-mai, cet hebdomadaire révèle une position plus nuancée des socialistes. *Fraternité* ouvre ses colonnes pour demander avec insistance l'amélioration du ravitaillement - considéré comme ayant été la cause des « émeutes », de l'habitat, des salaires, de la scolarisation, de l'emploi... mais dans le cadre de la souveraineté française. Il est vrai que tous ces maux frappaient les Algériens avec acuité mais ils ne sont pas descendus en masse dans la rue pour revendiquer de telles améliorations à leur sort de colonisés. Aucune de leurs banderoles n'en faisait mention. C'est donc un programme social - et non politique - en faveur des Musulmans que *Fraternité* et les socialistes mettent en avant désormais avec plus de conviction. Le 8 mai a certainement contribué à pousser à l'affirmation plus nette de ces revendications et à la condamnation des colons rendus responsables des blocages mais non des massacres. Néanmoins, la prise de conscience est plus nette puisque le même Pierre Fayet, à l'*Assemblée consultative* cette fois, répliquera au ministre de l'Intérieur : « j'ai bien peur que le Gouvernement et l'Administration en soutenant de telles affirmations, ne se rendent ridicules et apparaissent aux yeux des

Musulmans comme complices des assassinats qui ont été commis »[10].

*c. La presse communiste*

Elle éclaire la position de ce parti face au 8 mai 1945. Dès le 3 et donc en même temps que *Fraternité d'Algérie* - l'hebdomadaire communiste *Liberté* dénonce les « provocateurs, agents de l'hitlérisme.., liés aux féodaux européens et musulmans ». Puis, le 16 mai, malgré les massacres perpétrés et déjà connus partiellement, l'*Humanité* demande de : « punir comme ils le méritent les tueurs Hitlériens ayant participé aux événements et les chefs pseudo-nationalistes ». La lutte contre le nazisme constitue par conséquent la principale préoccupation des deux périodiques de part et d'autre de la Méditerranée. Par contre, le mot « *événements* » utilisé en même temps que la presse ultra-colonialiste- masque les massacres et leurs auteurs**.** Ces derniers sont remplacés par « les chefs pseudo-nationalistes », expression qui nie tout caractère politique et idéologique à ce mouvement de masse. Le 31 mai encore, le même journal est plus précis dans ses accusations en faisant de « Abbas et Saadane, les responsables des événements tragiques de Sétif », omettant du coup toutes les autres localités et niant ainsi le caractère national et nationaliste des manifestations.

Dans un deuxième temps, grâce aux révélations de plus en plus précises et accablantes et voyant la masse musulmane s'écarter de lui, le *P.C.A.* tente de rectifier le tir par l'intermédiaire de sa presse. *Liberté* dénonce alors « la répression, les meurtriers, les vrais fascistes » dont Achiary, nommément désigné à plusieurs reprises dans ses colonnes. Il cite les noms des victimes et relate les circonstances atroces des assassinats collectifs, notamment à Guelma, Héliopolis... Le 30 août, *Liberté* clarifie enfin la position révisée du *P.C.A.* en publiant son manifeste, exigeant :

- la libération des détenus innocents ;
- la révision des jugements ;
- l'indemnisation des familles victimes du complot fasciste ;
- le châtiment des véritables responsables...

[10] Fayet, P., *Débats*, n° 57, p. 1352.

La presse communiste mène dès lors une vaste campagne pour l'amnistie, la libération de tous les détenus, y compris Messali. Cependant, sur le plan doctrinal, *Liberté* du 14 juin estime que la question de la citoyenneté algérienne ne peut se poser pour le moment; ce qui est tout un programme politique. Le 8 mai 1945, le parti communiste n'a donc pas véritablement infléchi sa position vis-à-vis de la question nationale. Sa presse révèle seulement une position tactique dictée par les événements.

*d. Une publication catholique*

Paraissant sous la forme d'un bulletin hebdomadaire et intitulée *La Semaine religieuse*, cette publication permet de connaître explicitement la position de Monseigneur Thiénard, Evêque de Constantine et d'Hippone (Annaba) face à cette hécatombe qui a endeuillé particulièrement son diocèse. Ce haut dignitaire de l'Eglise d'Algérie adresse une lettre à ces diocésains ainsi libellée : « […] m'adressant à des Chrétiens, je viens encore solliciter de votre part après que justice et réparation auront été faites et bien faites de reprendre des relations paisibles, confiantes avec ceux qui nous entourent »[11]. En somme, après un silence total sur les victimes musulmanes les Algériens vaguement indiqués par l'expression « ceux qui nous entourent », Mgr. Thiénard sollicite le pardon mais un pardon précédé d'abord par le châtiment et la vengeance ! Implicitement, il accorde l'absolution aux miliciens et aux criminels**.** Politiquement, il ne dénonce pas le colonialisme et reste évidemment partisan du rattachement en ajoutant dans la même *Semaine religieuse* : « O France, montre-toi digne de ta sublime vocation et n'abandonne pas à d'autres la place d'honneur qui t'a été assignée en Afrique. Et vous, O Saint Augustin ; ne permettez-pas, nous vous en conjurons, qu'elle retombe dans la barbarie ». C'est aussi tout un programme où nous retrouvons la justification du colonialisme assimilé à une « sublime vocation » étendue à l'Afrique et où est déjà dressé l'épouvantail des « autres » et de la « barbarie » ou du chaos. N'est-ce pas là autant de faux arguments que nous retrouverons dans la presse de droite jusqu'à l'indépendance ?

[11] Mgr Thiénard, « Extraits de la lettre adressée aux diocésains », *La semaine religieuse d'Alger,* nos 27-23, p. 326.

*e. La presse libérale*

Fait remarquable, elle existe aussi. Un journal, *Le Courrier algérien*, surprend par ses prises de position en faveur des victimes de la répression. Son directeur étant proche politiquement de Ferhat Abbas, il est pratiquement le seul à entreprendre une vaste enquête dans la région et à continuer à dénoncer, un an après, les exactions et les crimes perpétrés. Le 2 avril 1946, il écrit : Le colonel de la légion obligea « hommes, enfants, fellahs, artisans, marabouts et caïds des Babors… à se prosterner le front à terre devant le drapeau de la France et à répéter en chœur : « nous sommes tous des chiens et Ferhat Abbas est un chien »[12]. « Une fois l'humiliation consommée, commente Mahfoud Kadache, ordre fut donné aux Européens de passer dans les rangs des vaincus pour reconnaître les incendiaires du village. Le soir près de 400 Arabes étaient conduits vers une destination inconnue... »[13].

Dans sa livraison du 26 mai 1946, *Le Courrier algérien* affirme sur un ton accusateur : « Jamais en effet depuis l'an 1842, et le maréchal de Saint Arnaud, l'Algérie n'avait connu, même aux jours les plus sombres de son Histoire, de répression plus féroce contre un peuple sans défense... Sur les routes, à travers les sentiers, dans les champs, dans les rivières et dans les ravins, ce n'était partout que cadavres... » [14]. A l'appui, dans les mêmes colonnes suit la liste de 127 victimes nommément désignées…

Ces extraits montrent qu'on ne pouvait être plus courageux dans la dénonciation des crimes commis depuis le 3 mai 1945, mais il est vrai aussi que cette tendance, minoritaire, allait nettement à contre-courant de l'opinion publique générale conditionnée par la presse colonialiste.

## Conclusion

Certes, cette étude n'est pas exhaustive. Elle permet cependant de tirer ces quelques conclusions :

1- Un fait historique doit être étudié sous toutes les facettes et par tous les moyens disponibles. L'analyse de la presse, même colonialiste, est utile et peut apporter des précisions et des

[12] Kaddache, M. (2009), Histoire du nationalisme algérien, tome 2, 2e éd., Alger, ENAL, 1993, p. 717.
[13] *Idem*.
[14] *Idem*.

éclaircissements, notamment sur les différents partis et secteurs de l'opinion publique qui n'est jamais monolithique, face à un drame national comme celui du 8 mai 1945.

2- L'analyse de contenu doit nécessairement accorder une attention particulière à la terminologie et aux expressions utilisées et surtout répétées à dessein car elles sont davantage révélatrices des positions doctrinales.

3- Même les silences sont parfois éloquents. Il en est ainsi de ce silence avec lequel on a voulu enterrer ces « *événements* », comme de l'absence d'une publication et donc de réactions de la communauté Israélite d'Algérie face à cette tragédie.

4- Décortiquée sur une période assez longue, la presse peut - tel un film passé au ralenti aider à saisir les différents mouvements, les différents moments de l'évolution, comme celle du parti communiste par exemple ou au contraire, la sclérose et l'indigence de la pensée réactionnaire.

5- L'étude de la presse en soi reste insuffisante. Encore faut-il connaître la rédaction, la direction et surtout les commanditaires et les bailleurs de fonds qui sont derrière son orientation politique. Dans ce cas apparaît en filigrane la relation étroite de l'inter influence entre elle, la communauté européenne et les centres de décision, que ce soit à Alger ou à Paris.

6- Nous avons, certes, retrouvé des échos divers du 8 mai 1945 dans cette presse, mais cet écho n'est pas à la mesure de la tragédie vécue par le peuple algérien, privé de moyens d'expression, parce que l'objectif politique était d'entourer ces « événements » d'une chape de plomb, d'appliquer la loi du silence sur ces exactions inhumaines, contraires à la prétendue mission civilisatrice et au prestige de la France d'après-guerre.

7- La vérité historique était, dans le cas du 8 mai 1945, en Algérie, à découvrir essentiellement chez les témoins directs avant qu'ils ne disparaissent, la presse restant seulement complémentaire. Son étude reste cependant indispensable pour une meilleure connaissance, de la période coloniale.

## Bibliographie

Ageron, Ch.-R. (1968), *Les Algériens musulmans et la France*, Paris, PUF, t. II, p. 1029-1048.

Ainad-Tabet, R. (1987), *Le 8 mai 1945 en Algérie*, Alger, OPU, ENAP.

Albert, P. (1973), *La presse*, Paris, PUF.

Direction Centrale des Archives Nationales - *Répertoire des journaux, bulletins et revues parus en Algérie, 1830-1975*, Alger, 1977, 2 vol.

Ihaddaden, Z. (1983), *Histoire de la presse indigène en Algérie, des origines jusqu'en 1930,* Alger, ENAL.

Sers-Gal, G. (1959), « La presse algérienne de 1870 à 1900 », *Revue africaine*.

——————— (1957), « La presse algérienne de 1852 à 1870 », *Documents algériens,* n° 265-266.

——————— (1948), « La presse algérienne de 1830 à 1852 », *Documents algériens*, n° 2.

Seyf-Al-Islam, Z. (1977), *Aç-çahafa fi al Djazaïr*, (La presse en Algérie), Alger, SNED.

Souriau, Ch. (1974), « La presse maghrébine (situation actuelle et développement), *Revue Algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques,* n° 2, p. 379-409.

——————— (1969), *La presse maghrébine (Libye, Tunisie, Algérie et Maroc),* Paris, CNRS.

Verhaegen, B. (1974), *Introduction à l'histoire immédiate*, Gembloux, éd. Duculot.